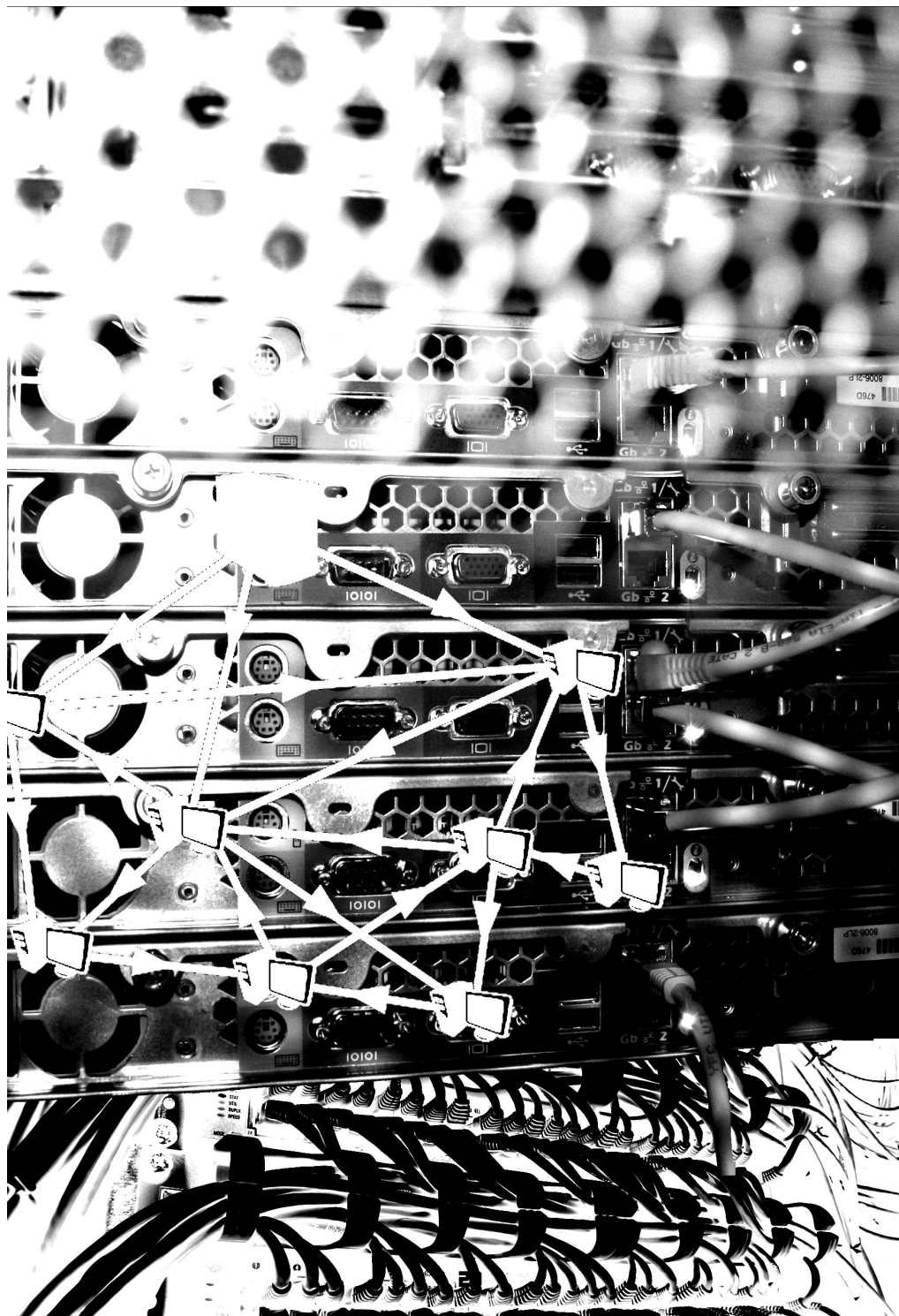




Contre big-brother et les trusts

autonomie du cyberespace !

précédé de

**Tout le monde à intérêt à
transformer internet en minitel**

[sauf nous]

et suivi de

textes sur les serveurs autonomes



Sommaire

Internet libre.....	2
« Tout le monde a intérêt à transformer Internet en Minitel » [...sauf nous].....	3
Contre big-brother et les trusts: autonomie du cyberspace !	9
C'est quoi un serveur (autonome).....	12
Défendre nos espaces d'autonomie numériques	13
Une petite présentation d'herbesfolles.org	15
Charte pour un serveur au format A4.....	18

Affinité, autogestion et hébergement

Nous nous lançons dans ce projet en groupe autogestionnaire et affinitaire. Nous partageons l'envie d'héberger nous-mêmes nos projets, d'acquérir plus d'autonomie par rapport aux technologies numériques et de travailler ensemble. Par ailleurs nombre d'individus et de groupes amis utilisent internet sans avoir (encore) de serveur autonome. Nous leur proposerons de les héberger s'il les souhaitent.

Mais si nous expérimentons l'autogestion au niveau interne, le groupe autogestionnaire et affinitaire du serveur garde le contrôle sur les objectifs du serveur, les projets qu'il héberge et son fonctionnement technique. Nous proposons en quelque sorte un contrat : nous gérons un serveur comme nous l'entendons, nous leur proposons un espace dessus où illes pourront faire ce qu'illes entendent. Le fait d'avoir un site, une liste ou en général d'utiliser des ressources du serveur n'implique donc pas la participation au groupe (auto)gestionnaire. Inversement, des personnes n'utilisant pas les ressources du serveur peuvent participer au groupe (auto)gestionnaire.

Mais attention, le but est de conserver l'autonomie du groupe (auto)gestionnaire et affinitaire et non de brimer les libertés des autres. Ainsi le groupe (auto)gestionnaire contribuera avec enthousiasme à aider d'autres groupes/individus à monter leur propre serveur et à rendre ainsi leur utilisation des technologies numériques plus autogestionnaire.

Note aux projets hébergés

Vous l'avez compris, nous gérons un serveur comme nous l'entendons et nous vous y proposons un espace où vous pourrez faire ce que vous entendez. Ceux qui tiennent des propos sexistes, racistes, homophobes, autoritaires ou facistes en général, sont invité-e-s à aller voir ailleurs, bien entendu.

Enfin, nous tenons à souligner que l'hébergement d'informations, en particulier militantes et révolutionnaires, est un risque dans notre société de plus en plus liberticide et qu'Internet est particulièrement facile à surveiller. L'utilisation d'un serveur autonome des industriels de l'Internet n'implique pas moins de risques d'être pris-e-s, mais peut-être davantage. En effet, ce serveur sera éventuellement plus surveillé et l'information y sera moins bien dissimulée qu'enfouie au milieu des dizaines de milliers de sites hébergés sur un serveur industriel. En conséquence, merci de faire attention à ce qui est mis sur les sites. Il ne s'agit pas d'être peureux-ses, mais d'être conscient-e-s des risques et d'agir en connaissance de cause.



Charte pour un serveur au format A4

[anarchie – autonomie – affinité – autogestion]

Herbesfolles.org

Attention ! Cette charte n'est pas une constitution. Elle éclaire sur nos motivations et notre mode de fonctionnement mais nous ne la voulons pas figée. Elle pourra évoluer avec nous, avec nos expériences et nos envies.

Anarchie : un serveur pour les luttes sociales et libertaires

Nous ne nous plaignons pas dans une société autoritaire normée... qui recherche la croissance économique plutôt que les souhaits de ses membres. Nous partageons bon nombre des idées que l'on regroupe sous les étiquettes d'anarchistes et de libertaires. Le changement auquel nous aspirons sera l'œuvre de chacun-e, individuellement ou collectivement artisan-e des luttes qui construiront petit à petit des sociétés libertaires.

Ces luttes nécessitent des outils, parmi lesquels figurent internet. Nous ne sommes pas tou-te-s convaincu-e-s de l'intérêt ou même de la possibilité d'existence d'Internet dans les sociétés auxquelles nous aspirons. Mais Internet existe, et nous sommes persuadé-e-s qu'il s'agit d'un outil de lutte intéressant.

Nous souhaitons donc un serveur afin d'œuvrer pour le changement social en soutenant les alternatives locales à la société spectaculaire marchande et autoritaire, les luttes sociales, l'anarchisme, etc.

Autonomie : un serveur pour se réapproprier nos outils de luttes

Internet est actuellement une technologie de spécialistes aux mains des multinationales et des états. Et nous, nous souhaitons nous réapproprier nos luttes, maîtriser nos moyens d'expression. Un serveur autonome doit nous permettre de contrôler et de gérer nous-mêmes, à notre échelle, la petite parcelle d'Internet que nous utilisons plutôt que de la confier à des gens que nous ne connaissons pas, le plus souvent des multinationales et autres valets du capital ou de l'état. Nous pensons savoir qu'en un sens cette lutte est vaine dans la mesure où le jour où nous maîtriserons l'infrastructure des réseaux de communication et d'énergie qui transmettent nos données n'est pas près de se lever dans une société capitaliste. Mais nous envisageons le serveur autonome comme un petit pas sur la longue route de l'autonomie.

L'autonomie à laquelle nous aspirons est aussi la libération vis à vis des spécialistes. En tant qu'utilisateur-ice-s d'Internet, nous souhaitons apprendre à maîtriser les techniques que nous utilisons parfois sans le savoir. Notre serveur nous apprendra bien des choses sur le fonctionnement des réseaux et l'administration d'un serveur nous permettra de choisir nous-mêmes les solutions techniques qui nous conviennent. Parmi elles, une nous semble fondamentale : l'utilisation exclusive de logiciels et de formats libres.

Enfin, nous savons qu'il est facile de nous tracer et de nous espionner. Nous savons que les serveurs gardent des traces de tout ce qu'ils traitent et que leurs gestionnaires n'hésitent pas à transmettre ces informations dans la plus grande opacité, à d'autres entreprises commerciales, étatiques. Un serveur autonome de ces gens-là nous paraît déjà un bon choix.

« Tout le monde a intérêt à transformer Internet en Minitel »

[...sauf nous]

par Astrid Girardeau

[<http://www.ecrans.fr/Tout-le-monde-a-interet-a,5762.html>]

Héberger ses vidéos sur YouTube ou utiliser un compte Hotmail, est-ce encore Internet ? A l'origine, le net a la particularité d'être un réseau où rien n'est centralisé, où les données ne sont pas stockées dans un seul et même endroit. Or pour Benjamin Bayart, président de FDN (French Data Network), le plus vieux fournisseur d'accès Internet français, cette structure est en danger. Selon lui, un ensemble de décisions politiques, économiques et techniques tendent à transformer, depuis quelques années, Internet en réseau finalement proche du Minitel. Parallèlement il dénonce les atteintes à la neutralité du net. Notamment par les projets de loi de filtrage actuellement en préparation par le gouvernement français : Loi Création et Internet, Charte de confiance, etc.

Lors des rencontres mondiales du logiciel libre d'Amiens, en juillet 2007, Benjamin Bayart exposait son propos lors d'une conférence, intitulée *Internet libre ou Minitel 2.0*, dont la vidéo a depuis été très consultée. Et nous a donné envie de le rencontrer.

Qui a intérêt à transformer Internet en Minitel ?

Tout le monde. Car Internet représente une révolution, au même titre que l'imprimerie. Et les gens à qui Internet fait peur sont à peu près les mêmes à qui l'imprimerie faisait peur. Tout d'abord, ce sont ceux qui ont un business en place. Les éditeurs de DVD ayant remplacé les moines copistes. Ensuite les politiques, qui préfèrent que le peuple se taise. Lors du traité européen, c'était le seul lieu de contestation. Et finalement les gens ont voté non. Cela concernait 10 % de la population, ça n'a donc pas eu un réel poids électoral, mais c'est un reflet. Internet est une fenêtre d'expression. Or les politiques préfèrent le modèle TF1 qui calme les esprits, comme nos rois n'avaient pas envie qu'on diffuse du Voltaire ou du Montesquieu. Enfin, ce sont les marchands de tuyaux qui ont tout un intérêt à un Internet à péage où les contenus sont contrôlés et bien rémunérés.

La faiblesse du Minitel était qu'il était un réseau centré. L'avantage d'Internet est d'être décentralisé. Et même acentré. C'est ce qui fait tout la différence entre Internet et les autres réseaux. Et ce qui permet à chacun d'innover. Là, on est à cheval entre les deux. Il y a une citation de Linus Torvalds (créateur du noyau Linux) qui disait en 1995 : « les backups c'est pour les fillettes, les vrais hommes mettent leurs données sur un serveur FTP et laissent le reste du monde créer des miroirs. » Or si vous regardez le noyau Linux, son code source est un paquet de données, au même titre qu'un film ou qu'un livre, dont toutes les versions, depuis la première en 1991-92, sont sur le net. Comme elles sont librement copiables, il y en a des centaines de milliers de copies. Chacun de ces sites peut disparaître, on ne perdra jamais son contenu.

De l'autre côté, il y a la bibliothèque numérique : je n'ai pas le droit de faire de miroir pour que les données ne se perdent pas. Tout est gardé sur un gros ordinateur central en espérant que ça ne crame pas. Comme dans la scène de Rollerball où un scientifique gueule contre un ordinateur : « Cette saloperie m'a

perdu tout le XIIIe siècle ! » C'est du Minitel. C'est tout le contraire d'Internet, et c'est très dangereux. On sait que la bibliothèque d'Alexandrie, ça finit toujours par brûler.

On le sait, mais on continue ?

Oui. Et ça n'est pas une question neutre de savoir si, le savoir de l'humanité, on va le garder ou on va le perdre comme des cons. Par exemple, la Nasa n'est pas capable de relire les vidéos des différents alunissages. Ils n'ont plus de magnétoscope capable de lire le modèle de bande magnétique sur lequel ils les ont enregistré. Ils ont des copies, mais plus accès aux bandes originales. Et ça plaide pour deux choses. Un : des formats ouverts et standardisés. Deux : le droit de les copier. Quand je reçois un DVD de chez Amazon et en fait une copie pour mon lecteur portable, j'en fait une copie privée. Ce qu'on essaye de m'empêcher de faire. Mais je fais un boulot de conservateur à ma petite échelle puisque je fais la copie d'un savoir qui se perdra d'autant moins. Et plus on fait de copies, moins il se perdra.

« Il n'y a aucune raison que le mail soit centralisé chez google ou hotmail. »

Quel est le danger de cette centralisation ?

Les deux modèles ont toujours cohabité, et il y a besoin de deux. Le modèle du Minitel, ça sert à faire des sites de rencontre, ou ses courses sur le net. Là où il faut un point de centralisation. Mais ce qui faisait la spécificité d'Internet est en train de se faire vampiriser par le Minitel. Autant il y a de très bonnes raisons pour que le site de la SNCF soit centralisé, autant il n'y a aucune raison que le mail soit centralisé chez Google ou Hotmail. Un serveur mail, c'est un ordinateur qui est moins puissant qu'un téléphone portable d'aujourd'hui. Ça coûte moins cher qu'un iPhone.

Les blogs hébergés gratuitement, ça n'est pas gratuit. C'est intéressé. Ces gens ont l'intention de vendre de la pub mais ils n'ont pas de contenus. Pour capter le temps de cerveau disponible, eux n'ont pas les séries télé, ils ont les blogs des particuliers. Et c'est pervers, car héberger son blog chez soi ça ne coûterait pas cher.

Tout le monde ne peut pas avoir un serveur chez lui ?

C'est une fausse approche. A l'heure actuelle, ce qui empêche de le faire, ce sont des problèmes très mineurs, mais que personne ne souhaite régler.

Quel genre de problèmes ?

Le A de ADSL, qui veut dire asymétrique et fait qu'on ne peut pas émettre. Quand je le disais il y a 4 ou 5 ans à mes collègues — j'ai eu l'occasion de travailler chez quasiment tous les principaux fournisseurs d'accès Internet de France —, ils me répondaient : « peu importe les gens n'ont pas envie d'émettre ». Mais ce n'est pas vrai. Ma mère veut pouvoir envoyer des photos par mail sans que ça mette une demi-heure.

remplies d'ordinateurs partout. Une bonne partie des serveurs internet français est là dedans, l'immense majorité appartenant à des grands méchants capitalistes et servant à faire d'internet tout le contraire de ce qu'on pourrait avoir envie de faire d'internet. Bref, c'est le genre d'endroit qu'on aimerait bien voir détruit, même si herbesfolles y passe, parce que dedans il n'y a que des ennemis ou presque. Enfin bon, on a suivi notre guide jusqu'à l'armoire de Globenet, et on y a vissé notre machine, branché les câbles réseau et internet. Herbesfolles était connecté à internet.

Après il fallait encore qu'on installe les bons logiciels et qu'on configure tout ce qu'il faut pour faire fonctionner un serveur. Mais ça on peut le faire de n'importe où, en se connectant au serveur à distance. On a mis un bout de temps à tout bien faire marcher à peu près comme on voulait, mais herbesfolles ressemblait peu à peu à un serveur fonctionnel. Les premières adresses mël, les premiers sites sont venus peu à peu. C'était il y a à peu près un an. Depuis, on tient notre serveur à jour, on vérifie qu'il va bien, on essaie de voir comment faire marcher de nouvelles idées...

Rejoindre herbesfolles

Depuis les premiers sites, les premières adresses mail, un certain nombre de gens et de projets sont venu-e-s s'installer sur herbesfolles : des groupes militants, des amap (association pour le maintien d'une agriculture paysanne), des groupes de musique, plein d'ami-e-s et de connaissances... mais il y a encore plein de place sur le serveur, alors si toi ou ton collectif a envie de mettre son adresse mël, son site internet ou je ne sais quoi d'autre sur un serveur autonome du coin, tu peux venir en discuter avec nous. Logiquement, vu qu'on a envie de marcher de façon affinitaire, tu devrais connaître des gens qui savent comment nous contacter. sinon, tu peux toujours nous écrire sur admins@herbesfolles.org.

Pourquoi le nom d'herbesfolles

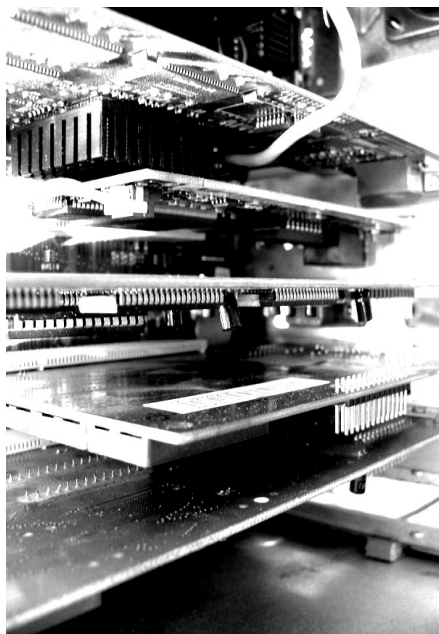
Ha tiens, y'a un truc qu'on vous a pas dit, c'est pourquoi on s'appelle herbesfolles. on voit les projets qu'on a envie d'héberger comme des "mauvaises herbes", ces plantes que le bon jardinier méprise, mais qui peuvent apporter à manger ou de quoi se soigner à qui change sa façon de les voir. on aimerait bien que notre machine soit un terrain pour ces mauvaises herbes qui préparent une société meilleure.

Notes

[1] pour en savoir plus : <http://www.gnu.org/philosophy/free-sw.fr.html>

[2] On a choisi d'installer le serveur herbesfolles.org dans une baie de data-center, mais après coup, on se rend compte que pour un serveur de cette taille c'est du luxe certes confortable, mais pas forcément nécessaire. Herbesfolles marcherait tout à fait si il était simplement branché à une quelquechose-box dans l'appart' d'un de nous.





- ensuite cette volonté de faire les choses nous même plutôt que de les laisser faire à des spécialistes, qui sont en plus souvent des capitalistes ;
- aussi l'envie d'avoir des rapports affinitaires même sur des domaines techniques. On a envie d'essayer d'administrer un serveur en groupe affinitaire, de façon la plus horizontale possible entre admins. Mais on a aussi envie de rapports affinitaires avec les gens qu'on héberge. On a envie de pouvoir héberger sur le serveur des ami.e.s et des camarades. L'idée, c'est il n'y ait pas seulement de la technique, mais aussi des rencontres, des échanges de savoirs... D'où une volonté d'héberger les gens localement ;
- enfin, nous voulons utiliser uniquement des logiciels libres(1), c'est à dire des logiciels qui au lieu d'appartenir à une société qui garde jalousement leur "recette" et les vend, sont librement utilisables, diffusables et modifiables par tou-te-s, comme GNU/Linux (les logiciels libres les plus connus sont par exemple OpenOffice.org ou Firefox).

Histoire de la création d'herbesfolles

Je crois que c'est un peu avec tout ça en tête qu'on s'est lancé dans l'aventure. On a demandé des conseils à des ami.e.s investi.e.s dans des serveurs autonomes. Globenet/no-log a une "baie" dans un data-center à Paris, c'est à dire une "armoire à serveurs" dans un bâtiment qui est connecté en permanence à internet à haut débit, par fibre optique. C'est là qu'on devait installer le serveur qu'on avait acheté d'occasion sur internet(2). On est monté à Paris, et on a déballé notre beau paquet qu'on s'était fait envoyé là bas. Il contenait un ordinateur un peu spécial, au format "rackable", comme certains matos de zique, conçu pour servir de serveur. On l'avait acheté sans disques durs. On est donc parti acheter des disques durs dans la rue Mongallet, une rue de Paris où y'a presque que des boutique d'informatique. On en avait besoin de deux : vu qu'un serveur est un ordi qui est tout le temps allumé, les disques travaillent beaucoup et ont des risques de tomber en panne. Du coup on en utilise deux, et toutes les données enregistrées sur les deux disques durs à la fois, grâce à un système qu'on appelle le RAID.

On avait tout ce qu'il fallait, il ne restait plus qu'à l'installer. C'est là que les choses se sont gâtées : on a eu un problème avec l'installation de Debian, la distribution de GNU/Linux qu'on avait choisi, sur le système RAID (ce truc dont on parlait à l'instant, pour enregistrer les données sur deux disques durs à la fois). Du coup en fin de soirée on avait toujours pas réussi notre installation, alors qu'on ne pouvait plus rester au CICP (Centre International de Culture Populaire je crois), le bâtiment où on était. On a donc migré avec notre serveur, un écran, et un clavier dans le métro, jusque l'appart que des connaissances parisiennes en vadrouille nous avaient prêté pour la nuit, et on a passé quasiment toute la nuit à essayer de faire comprendre à cette fichue machine ce qu'on voulait. Ce fut long, mais au matin on avait fini par réussir. Re-traversée de Paris, pour rejoindre la personne de Globenet avec qui on devait aller installer le serveur au data center. C'est un immeuble dans Paris, l'air tout à fait normal. Mais à l'intérieur il y a des armoires

« si on avait toujours vendu des voitures sans place à l'arrière, on n'aurait jamais considéré que c'est un mode de transport familial. »

Pourquoi ce choix de l'ADSL ?

Avoir décidé que l'ADSL soit moins cher que la SDSL, et que la SDSL ne soit disponible que dans des offres professionnelles, c'est du pur choix marketing. Techniquement, un modem SDSL coûte le même prix à fabriquer qu'un modem ADSL. Mais on a simplement considéré que madame Michu avait envie de consommer, et pas de produire. Ce qui change forcément notre approche du réseau. Si on avait toujours vendu des voitures sans place à l'arrière, on n'aurait jamais considéré que c'est un mode de transport familial. Et forcément le consommateur s'adapte. Il y a une chose fautive en économie qui est de dire que c'est le client qui fait le marché, alors que c'est le marché qui fait le client. Vous n'achetez pas ce que vous voulez, mais ce qu'on vous propose.

A lier au manque de concurrence ?

On parle partout de concurrence non faussée, mais on ne la pratique pas. Par exemple, en téléphonie portable. Il y a un moment où ça ne peut plus être une coïncidence qu'on ait les tarifs les plus élevés d'Europe alors que c'est chez nous qu'il y a le moins d'opérateurs. Je veux bien qu'on dise que c'est parce qu'on a investi et qu'on a le plus beau réseau du monde, sauf que le téléphone mobile marche aussi mal à Paris qu'à Londres. Mais, à Londres, il est moitié moins cher. Et il marche aussi mal à Londres qu'à Tokyo, sauf qu'à Tokyo il est deux fois moins cher qu'à Londres. J'aimerais bien comprendre pourquoi !

Pour Internet, par contre, on n'est pas mal lotis ?

C'est un des points sur lequel le marché français est encore extrêmement compétitif. Et c'est lié à un seul facteur. Au fait que Xavier Niel [patron de Free, ndlr] est un emmerdeur. Lui sait ce que ça coûte à fabriquer. Il a les bonnes méthodes permettant de fabriquer ça vite et pas cher. Et il force tout le monde à lui courir derrière avec des méthodes que le monde de l'industrie considère comme des méthodes de voyou.

Lesquelles ?

En informatique, quand on a besoin de faire quelque chose, il y a deux solutions. Soit on a énormément d'argent, soit on a énormément de compétences. Pour son système d'information qui gère les abonnements, Niel a fait en sorte que ça ne lui coûte pas cher. Il a embauché quelques ingénieurs, qui sont a priori suffisamment payés pour ne pas avoir envie de partir, et à qui on a passé tous les caprices. Par exemple de dire non à « l'offre marketing avec trois mois gratuits sauf qu'après Noël, ça sera deux et demi... ». Ca veut dire qu'ils ont un système relativement rudimentaire qui ne coûte rien par rapport à celui d'un opérateur classique. Et cela représente une économie colossale. Il faut savoir que les grands groupes (Numéricable, Neuf, Vivendi, Orange, etc.) ont des systèmes d'information qui, pour les plus petits d'entre eux, se comptent en centaines de millions d'euros, et pour les plus gros, en milliards.

Dans votre conférence, vous revenez sur une affaire peu médiatisée entre Free et Dailymotion en 2006...

A l'époque, Free avait une politique très ouverte de peering. Le peering étant un échange de trafic entre deux réseaux par un point de connexion commun. Ce type d'accord est généralement gratuit. Free échangeait donc avec n'importe qui se présentait « dans la même salle » qu'eux et avait du trafic à échanger. Vers 2003-2004, ils ont commencé à arrêter, officiellement pour des raisons techniques. C'est-à-dire qu'ils en avaient marre de gérer du peering avec des tout petits réseaux. Car mine de rien quand il y a le point de peering qui tombe en panne, il y a une alarme qui se déclenche et quelqu'un qui doit se lever la nuit pour regarder si c'est grave ou pas. Et puis, ils en sont venus à faire comme les autres grands opérateurs. A dire : pour échanger du trafic, il faut que tu fasses au moins telle taille.

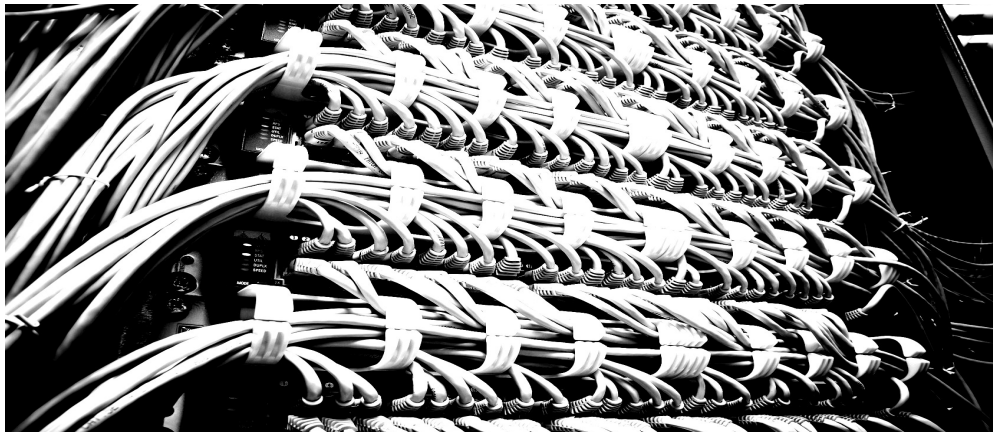
« il ne transporte pas à l'œil, il est payé par ses abonnés pour ça ! »

Pourtant Dailymotion rentrait dans les critères ?

Oui. Mais Free n'avait pas envie d'assurer cette qualité de service pour que ses abonnés puissent aller voir ce site-là en particulier qui pompe beaucoup de débit. Et donc, il a décidé d'arrêter de transporter le trafic de Dailymotion s'ils ne payaient pas. C'est une forme de prise en otage qui jusqu'ici ne se faisait pas. Free l'a fait. Et ça c'est vu, car une partie de la négociation a été résolue au grand jour. Sur une mailing-list, le directeur technique de Free [Rani Assaf, ndlr] est venu expliquer pourquoi ils en avaient marre de transporter à l'œil une masse de données. Ce qui est un point de vue complètement faux. Il ne transporte pas à l'œil, il est payé par ses abonnés pour ça !

Tout le monde cherche à être payé par les deux bouts ?

Oui, et c'est lié à une erreur relativement grossière dans le modèle économique. Ca coûte combien un mégabit ? Certaines publicités proposent « 30 mégas à 20 euros », ça fait 1,50 euros. Numéricable a fait une offre de 100 mégas à 20 euros, ça fait vingt centimes. Donc un mégabit, ça vaut entre 20 centimes et 1,50 euros selon les marques. De mon côté, je sais que le mégabit, même acheté en très gros volumes, ça



Une petite présentation d'herbesfolles.org

Herbesfolles.org

Herbesfolles, c'est l'histoire de trois/quelques amis anars qui s'intéressent à l'informatique et qui un jour décident de créer leur propre serveur.

Pourquoi un serveur autonome nancéen ?

On se voyait régulièrement, et tous les trois on utilisaient pas mal l'informatique, notamment comme outil de communication pour nos luttes. Alors forcément, on essaie d'utiliser des serveurs non commerciaux et en qui on peut avoir un minimum confiance. Je crois qu'il y a deux grandes idées là derrière : une réflexion anticapitaliste, on n'a pas envie d'alimenter le système capitaliste à travers les patrons qui ont ces serveurs, donc on préfère les trucs non-profit ; et aussi la préoccupation du flicage : c'est très facile d'espionner les gens avec l'informatique, en particulier quand on s'occupe du serveur sur lequel sont ces gens. Un serveur commercial, on ne peut jamais trop savoir ce qu'il fait avec nos données, avec nos infos personnelles... mais on se dit qu'il y a des chances qu'ils aient plutôt les mêmes intérêts que le gouvernement et les keufs et qu'ils soient plutôt ouverts à leur filer les infos qu'ils demandent. Du coup on utilisait des trucs comme no-log pour les mails, lautre.net pour héberger des sites...

Dans ce contexte, on a aussi des réflexions sur la centralisation des serveurs "alternatifs" ou "militants" et sur la spécialisation.

On a eu dans cette période aussi des discussions sur les questions posées par la centralisation des serveurs autonomes avec des camarades anarchistes qui s'intéressent à l'informatique et qui sont parfois proches de gros serveurs non-profit utilisés par des militants. No-log, par exemple, c'est 70 000 boîtes mail, regroupant pas mal de militants ou de gens comme ça sur un même serveur. Non seulement c'est une aubaine pour les gens qui pourraient avoir envie de nous faire taire, mais même sans "méchants" c'est la merde pour tout un milieu si y'a des pannes comme c'est arrivé récemment. En opposition à ça, il nous semble chouette qu'il y ait plein de petits serveurs autonomes, qui peuvent fournir des e-mails, des listes de diffusion, de l'espace pour des sites internet... aux gens et aux collectifs autour d'eux.

De plus, l'architecture d'internet est décentralisée, c'est à dire que dans le principe de fonctionnement d'internet, tous les serveurs sont plus ou moins sur un pied d'égalité. Donc dans le tout petit bout de monde que représente l'internet la hiérarchie n'est pas le fonctionnement qui a été retenu et à la puissance des machines et à la capacité de débit près - ce qui reste important ! - herbesfolles.org est sur le même plan que myspace.com.

Et puis on préfère souvent comprendre comment marchent les outils qu'on utilise plutôt que croire aveuglément des gens qui font les choses à notre place. Et quoi de mieux pour comprendre comment les choses marchent que de se jeter à l'eau et les faire soi-même ?

Notre projet a ainsi mûri autour de plusieurs idées :

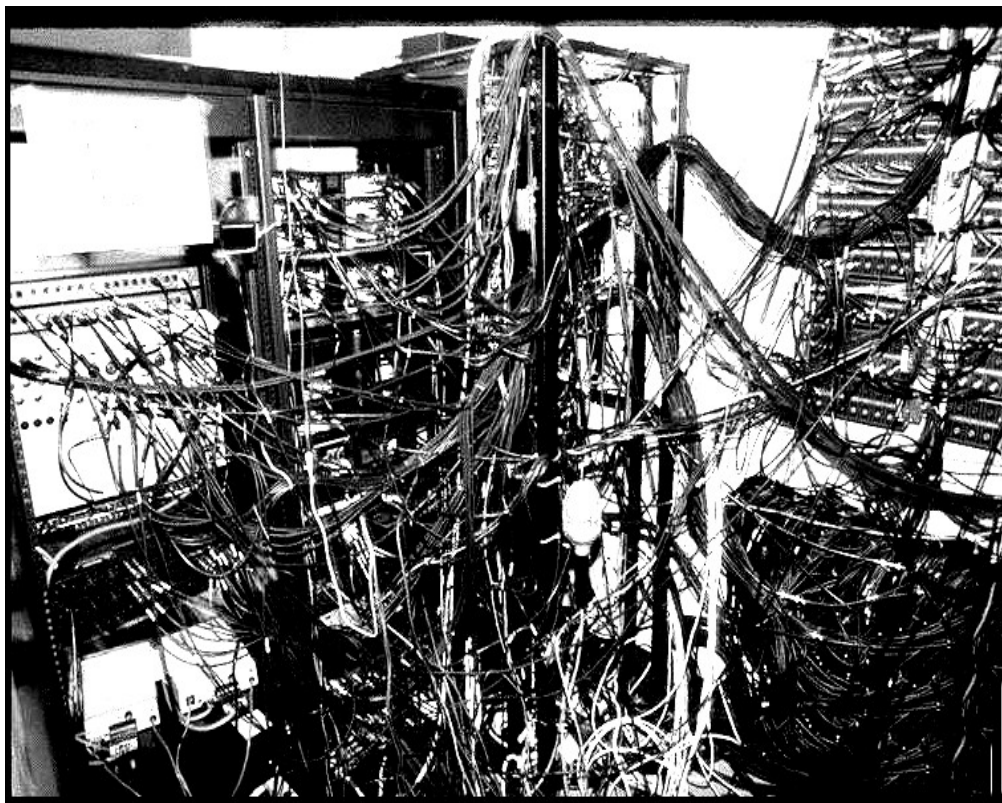
- tout d'abord nous pensons qu'internet est un outil intéressant pour nos luttes. Nous ne sommes pas tou-te-s convaincu-e-s de l'intérêt ou même de la possibilité d'existence d'Internet dans les sociétés auxquelles nous aspirons, mais nous pensons que dans notre monde actuel il est pertinent d'utiliser cet outil ;

va de notre responsabilité, en tant que structures de communication pour nos mouvements, d'en assurer la sécurité... nous ne pouvons que refuser de telles mesures sécuritaires, tout comme nous ne pouvons ignorer les risques impliqués.

Jusqu'à lors, la mobilisation contre ces mesures a été faible. Bien que tou-te-s puissent être directement affecté-e-s, la plupart des activistes ignorent tout de la situation, et sont donc peu susceptibles de réagir si quelque chose arrive. Alors que les serveurs indépendants sont devenus des noeuds sensibles de notre communication, il semble que la conscience collective de leur importance et de la nécessité à les défendre fasse cruellement défaut. S'il est relativement facile de (se) mobiliser pour défendre certaines ressources collectives communément perçues comme essentielles, comme, par exemple, un centre social menacé d'expulsion, combien serons-nous, quand il faudra résister à une agression légale contre nos structures de communication?

Réaction ?

N'est-il pas temps de s'attaquer à ce problème de fond ? Comment souligner l'importance de nos outils de communication, faciliter la prise de conscience de leur vulnérabilité potentielle, et, comment, surtout, construire des solidarités? [...]



se vend environ 4-5 euros. Je ne vois pas comment on peut acheter quelque chose 4 ou 5 euros, et le vendre 20 centimes.

En fait, on a considéré que les gens n'utiliseraient pas leur connexion Internet au maximum tout le temps. Ça relève du bon sens. Et donc ils ont ponctionné mais en faisant une hypothèse de consommation qui est à peu près ce qu'on constatait en 2001-2002.

Or le prix de vente n'augmente pas car le marché est serré. Donc les opérateurs continuent à vendre au même prix, le coût de fabrication augmente, et les marges qui étaient dangereusement faibles risquent de devenir négatives. Ils doivent donc chercher des ressources ailleurs. Par exemple en vendant un anti-virus à cinq euros par mois, alors qu'il vaut 40 euros dans le commerce. Ou en allant taper dans les revenus des gens qui vivent sur la publicité.

Résultat ?

Dailymotion paye ! En fait, ils avaient deux solutions. Soit ils acceptaient, soit ils payaient la bande passante chez Free, ce qui aurait coûté beaucoup plus que ce que leur demandait Free. Et quand France Télécom a menacé de faire pareil, Dailymotion a payé. Et quand Neuf a dit moi aussi, idem. C'est une question de rapport de force.

YouTube paye également ?

Si Free essayait de le faire avec Google, Google exploserait de rire, et dirait « c'est très simple, tu vas disparaître du réseau ». Ils ne se le permettent qu'avec ceux qui sont suffisamment gros pour consommer de la bande passante, mais suffisamment petits pour qu'on puisse marcher dessus.

« on va demander aux opérateurs de mettre en place une infrastructure qui permet de filtrer. »

Peut-on encore parler de neutralité du net ?

Pour le moment la neutralité du net existe encore un peu. Mais c'est un pied dans la porte. Et il y a des menaces beaucoup plus graves sur la neutralité. Comme Hadopi, le Paquet Télécom ou le filtrage de la pédo-pornographie. Premier point, et c'est une première, le législateur va imposer aux opérateurs télécom quelque chose qu'ils ne font pas naturellement. C'est tout à fait différent par exemple de la conservation des logs de connexion qui sont des données que les opérateurs ont de toute façon, pour des raisons techniques — sauf que d'habitude ils jettent —, et que la loi demandent de conserver au moins un an. Alors que là on va demander aux opérateurs de mettre en place une infrastructure qui permet de filtrer.

Pourtant aujourd'hui aucun système de filtrage n'est efficace ?

Non, aucun système de filtrage ne marche. Le rapport de Christophe Espéron pour la Quadrature du Net est très clair là-dessus. De plus, quelle que soit l'infrastructure choisie, on va compter sur les opérateurs réseau pour la mettre en avant. Or il y a une directive européenne qui dit que si on force quelqu'un, par la loi, à faire quelque chose, on se doit de le payer. C'est-à-dire que si l'Etat vient créer une distorsion du marché pour ses besoins propres, il doit le financer. Dans la discussion, il est certain que les opérateurs vont être d'accord à condition que, soit l'Etat finance cette infrastructure, soit qu'il leur laisse l'amortir.

C'est-à-dire le droit de s'en servir pour ce qui veulent. Au début, ça sera pour une raison « neutre » : faire des statistiques, empêcher le téléchargement illégal, etc. Ensuite, vous vous pouvez être sûrs que sur le réseau de Vivendi on filtrera les vidéos de Bouygues.

Car après le rapprochement fixe-mobile-Internet, qui est quasiment fini, le rapprochement d'après, c'est entre l'industrie du loisir et l'industrie du réseau. Orange qui s'intéresse aux contenus. Chez Vivendi, ça se fait déjà depuis plus longtemps.

Et personne pour s'y opposer ?

Si ça intéresse les gens, ça fera scandale, il y aura marche arrière. Mais qui va le dire ? Qui va expliquer à Madame Michu que si son Internet ne marche pas bien, c'est parce que son opérateur a choisi que ça ne marche pas bien ?

« on va avoir une multiplication de réseaux clandestins où on ne pourra rien repérer. »

Comment le filtrage est-il mis en place ?

Il y a quelques années, un peu dans la foulée du 11 septembre, on a dit qu'on pouvait mettre en place, dans les cas d'affaires terroristes, des écoutes téléphoniques sans passer par un juge mais en passant directement par une autorité spéciale. Une personne habilitée au ministère de l'Intérieur. On a donc des lois d'exception pour traiter le terrorisme. Et c'est exactement ce qu'on est en train de transposer dans la loi Hadopi.

En septembre, des policiers et gendarmes me disaient eux-mêmes : si on fait passer le filtrage sur la pédopornographie, vous pouvez être certains que huit jours après, c'est transposé à la musique. On part de « terrorisme » pour dire ensuite « téléchargement illégal » pour filtrer The Pirate Bay [un site de liens torrent pour le peer to peer] et attraper les gamins avec. C'est-à-dire qu'on va traiter les gamins sur les mêmes textes de loi que les terroristes. Or on sait que toutes ces méthodes de filtrage sont contournables. Donc on va avoir une multiplication de réseaux clandestins où on ne pourra rien repérer, avec 99% de gamins qui téléchargent et 1% de terroristes et de pédophiles.

Pour quels résultats ?

Il y a des exemples testés sur des réseaux qui structurellement ne ressemblent absolument pas au nôtre, par exemple en Norvège. Mais quel est le but recherché ? Les policiers et gendarmes français qui travaillent sur ces dossiers m'ont expliqué qu'ils ne cherchent pas à attraper les pédophiles, ils ont déjà des techniques pour ça, mais à filtrer à la base pour empêcher que les gens tombent dessus, s'y habituent, et finissent pédophiles. Or si je leur demande si le nombre de cas de pédophilie a statistiquement baissé en Norvège, ils ne savent pas me répondre.

Pour résumer, les opérateurs voudront s'en servir pour faire autre chose, l'Etat voudra s'en servir pour faire autre chose, et pour le moment, personne n'a fourni un chiffre prouvant que cela soit efficace. C'est une situation relativement inquiétante.

Défendre nos espaces d'autonomie numériques

[http://europe.pgaconference.org/fr/france_06/themes/serveurs_autonomes]

Contexte

En quelques années, l'internet est devenu un outil majeur pour bien des acteurs des mouvances politiques radicales. Son utilisation aura grandement participé à l'organisation de journées mondiales d'actions & d'événements décentralisés; à la mise en réseau & à l'interconnexion d'initiatives, d'affinités; à la communication & à la coordination internationales. Son appropriation aura contribué à la dissémination de nos contenus, facilité l'écriture collaborative & l'échange de savoirs, donné de la visibilité à nos dissidences, permis l'émergence d'Indymedia, de radios indépendantes, entre autres initiatives de contre-information. Aujourd'hui, nombreuses sont donc nos initiatives à en dépendre.

En tant qu'anargeeks, hackers engagé-e-s, tech-activistes, admins autonomes, squatteuses-à-clavier... nous avons souvent directement participé de cette évolution, explorant des usages alternatifs des technologies, promouvant l'utilisation de logiciels libres, partageant des savoirs avec passion, installant & administrant des serveurs pour la révolution. Nous avons vu (la plupart de) nos ami-e-s quitter hotmail, https gagner en popularité, et de plus en plus d'adresses de groupes, de listes de projets, de sites de campagnes d'action... abrité-e-s par nos machines, au lieu d'alimenter les entreprises spécialisées.

Problème

Internet a longtemps été un espace de relative sécurité, exempt de fléau légal majeur. Mais les temps ont changé, et changent de plus en plus rapidement: la société de l'information s'accompagne de mesures de rétention, pour faciliter la répression: conservation des données, traçabilité de l'utilisateur, responsabilité de l'administrateur. Dans toute l'Europe, les gouvernements ajustent leur lois pour imposer l'accès aux journaux système par les autorités, et balayer de l'internet l'idée de vie privée. Qu'elles soient légales ou non, les intrusions policières et saisies de serveurs ont augmenté; Indymedia & inventati y ont récemment goûté.

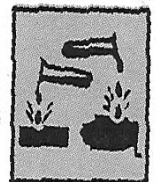
En tant qu'utilisateurs & utilisatrices, nous risquons de voir notre intimité numérique livrée aux autorités; en tant qu'administrateurs & administratrices, c'est à une répression directe que nous nous exposons, si nous refusons d'obéir, de loguer, de dénoncer - bref, de devenir auxiliaires de police, comme il nous l'est demandé, dès aujourd'hui dans quelques pays, demain pour certains. Parce qu'il en va de notre activisme, en ce qu'il consiste à diffuser des voix afin qu'elles ne puissent être mises sous silence par quelque autorité; parce qu'il en



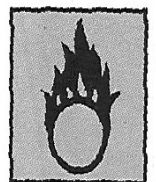
TOXIQUE TRÈS TOXIQUE



NOCI



CORROSIF



COMBUSTANT

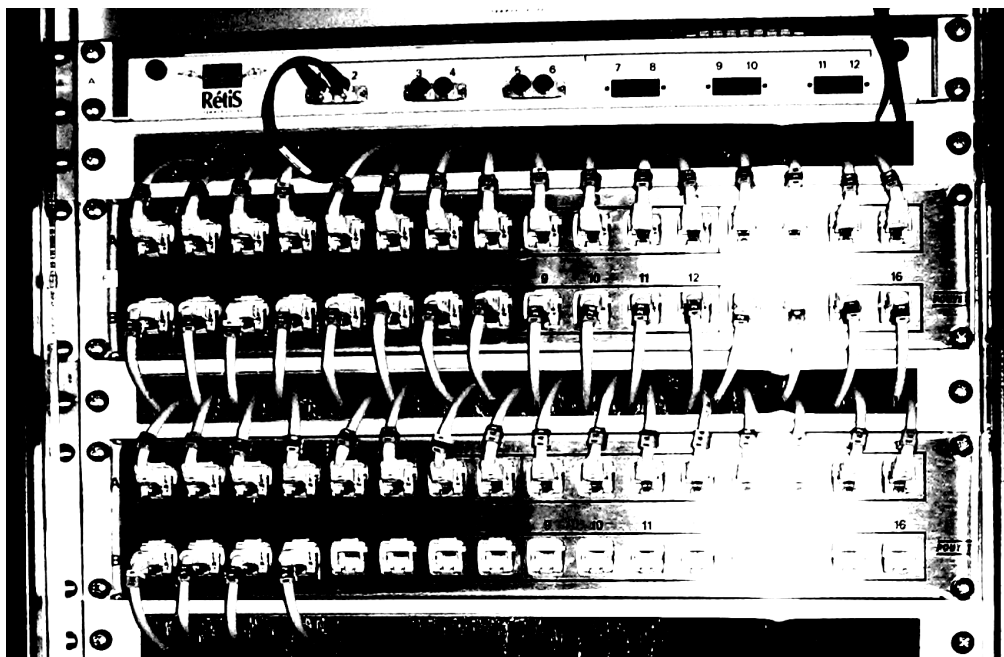
C'est quoi un serveur (autonome)

Herbesfolles.org

Internet est un ensemble d'ordinateurs connectés entre eux. Faire quelque chose sur internet, ça consiste pour ton ordi à se connecter à un des autres ordis qui sont sur internet pour lui demander quelque chose. Par exemple, quand tu vas sur un site internet ton ordi demande à l'ordinateur sur lequel la page que tu veux aller voir est enregistrée "donne moi la page trucmuche". De même quand tu veux m'envoyer un mël, il faut qu'un ordi se connecte à l'ordi sur lequel il y a ma boîte mël pour lui transmettre ton mël.

Au départ, internet était conçu de telle façon que ces ordis sur lesquels un site ou une adresse mail sont enregistrés pouvaient être n'importe quel ordi connecté à Internet : le tien par exemple. Mais dans le développement d'internet, on a commencé à centraliser les données sur des ordis tout le temps allumés, dispo et connectés à internet qu'on appelle des serveurs. C'est sur ces serveurs que sont enregistrés les pages web, les boîtes mails, ... Il y a par exemple un serveur pour herbesfolles, deux serveurs pour no-log, plusieurs serveurs pour google... Avec cette centralisation, il n'est plus si évident d'avoir son propre serveur chez soi : quasiment plus personne n'a sa boîte mail ou son site internet sur son ordi personnel. Du coup, tout le monde qui utilise internet utilise et dépend de serveurs.

Beaucoup de ces serveurs appartiennent à des sociétés commerciales (free, blogspot, mspace pour l'hébergement, yahoo, hotmail, gmail pour les mails) ou à des institutions (facs...). Mais dans une optique DIY et anticapitalisme, comme des gens diffusent leurs zines, leurs brochures ou leur musique en dehors des circuits commerciaux traditionnels, des gens cherchent à se réapproprier ces technologies pour faire des serveurs DIY : c'est les serveurs autonomes.



Contre big-brother et les trusts: autonomie du cyberspace !

djrom@altern.org

[http://print.squat.net/docs/djrom-autonomy_web.txt]



Actuellement, sous des pressions économiques, politiques et sociales liées à l'évolution du capitalisme moderne, s'accroît de plus en plus l'utilisation de la technologie comme arme de contrôle social. C'est un lieu commun que de dire que notre société développe de plus en plus d'armes technologiques pour lutter contre les "délinquants", les "terroristes"[1] et toutes celles qu'elle entend exclure ou contrôler, pour mieux les "réinsérer". Entre les caméras de surveillance, les dispositifs anti-vols en tout genre, les outils de contrôle en entreprise (badgeage notamment) et les techniques plus sournoises type CB, Monéo, cartes de fidélité et autres gadgets genre codes barres high-tech, c'est un véritable arsenal d'ACMs (Arme de Contrôle Massif) qui est désormais à la disposition des gestionnaires sécuritaires de tous poils. A cela on peut ajouter pour noircir le tableau, les divers fichiers de plus en plus étoffés et interconnectés (fichiers de la police, des RG, de la sécurité sociale, de diverses entreprises, de la SNCF, des compagnies de transports urbains, des hôpitaux, des collectivités locales, j'en passe et des meilleures ...) qui nous rendent de plus en plus aisés à connaître intimement. Sans que cela atteigne encore les sommets des meilleurs livres de SF, il devient de plus en plus facile pour les gentilles autorités compétentes et démocratiques, pour les gentilles entreprises citoyennes et éthiques de connaître nos caractéristiques physiques, nos goûts, nos achats, nos déplacements, bref tout ce qu'il est nécessaire de connaître sur une personne pour pouvoir le/la contrôler efficacement.

Parallèlement se développe tout un arsenal juridique de protection de "l'information", qui tend à faire de l'information un bien comme un autre, afin de permettre au capitalisme de s'ébattre joyeusement sur de nouveaux marchés (en envisageant les choses de cette manière, l'EUCD [Directive européenne sur l'harmonisation de

certain aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information] et le DMCA [Digital Millennium Copyright Act – loi américaine qui vise à établir une législation de la propriété intellectuelle adaptée à l'ère numérique] ne sont que l'équivalent "web" de l'AGCS [Accord général sur le commerce des services] du monde réel). Il est nécessaire de se donner les outils juridiques pour faire peur au/à la contrevenantE numérique afin de pouvoir pratiquer sainement le commerce digital. La législation actuelle sur la propriété intellectuelle doit être renforcée pour permettre à des circuits "traditionnels" (type magasins, "bouquets de services" et autres abonnements) de distribution d'information de rentrer en jeu. Du coup, c'est tout Internet qui finit par devenir une vaste vitrine marchande et aseptisée, remplie de publicité et de diverses instances qui entendent le réguler, l'assainir, voire même le censurer si nécessaire.

Internet est un vecteur très intéressant pour le commerce et très novateur dans le sens où il permet une interaction plus poussée entre le/la vendeuse et le/la clientE. Il permet d'établir une relation évoluant très rapidement, où le moindre acte du client est traçable très facilement, et où on peut donc utiliser des techniques de marketing agressif très facilement. De plus, une multitude de personnes peuvent être touchéEs à moindre coût, instantanément et sans avoir besoin d'utiliser une grosse masse salariale. L'automatisation est bien évidemment totale dans cet environnement "cyber", et donc le profit peut être maximal en évitant tout un tas de désagréments liés à la main-d'oeuvre humaine (conflits sociaux notamment [2]) Dans cette perspective, la bataille se livrant actuellement autour du contrôle d'Internet est cruciale dans le sens où les entreprises peuvent (avec le web) trouver le vecteur marchand ultime.

Il me semble donc qu'à travers ces deux phénomènes (utilisation de la technologie comme moyen de contrôle social et développement du média Internet comme un média de commerce) une phase décisive dans l'évolution moderne de l'économie est en train de se franchir. Peut-être atteignons nous la civilisation commerciale ultime où tout peut s'acheter et se recevoir très vite, où les actes de chacunE sont maîtrisables avec des dispositifs sophistiqués, et où donc le besoin d'une police violente barbare est remplacé par un contrôle constant et fin des actes de chacunE[3]. Cela nous rapproche beaucoup des rêves/cauchemars des écrivainEs de science-fiction avec ces sociétés parfaitement policées où le contrôle social est devenu tellement intégré qu'il en est rendu invisible.

Mais il me semble que nous avons encore un pouvoir là-dessus. En tant que domaine balbutiant, cette haute technologie est encore imparfaite et même déficiente. Les failles, les zones d'ombres, les aléas sont encore trop nombreux. La machine n'est pas huilée. Preuve en est toute la focalisation actuelle sur la sécurité à tout prix. Sécurité des connexions, sécurité des machines, sécurité des données, sécurité des serveurs, tous les domaines y passent et (sous la pression des expertEs) les entreprises commencent à intégrer de plus en plus cette question pendant que les professionnels du secteur mitonnent leurs solutions. Cependant, le tableau en terme de sécurité est toujours catastrophique pour les gestionnaires.

C'est là que réside peut-être l'espoir. Les mouvements de contre-culture informatique (type mouvement du logiciel libre) sont encore vivaces. Grâce à ces mouvements, nous pouvons potentiellement réaliser des choses: introduire des grains de sable dans la machine et construire une autonomie technologique.

Introduire des grains de sable dans la machine, cela veut dire empêcher la sécurisation du web, empêcher que les cyber-marchands ne s'y sentent à l'aise, c'est les empêcher de contrôler l'information et de déployer leurs données en toute sécurité. C'est les empêcher de considérer Internet comme un média viable. On entend de plus en plus de grands discours sur la nécessaire "maturation" d'Internet. Il serait peut-être urgent de laisser Internet être un enfant, de l'empêcher de grandir, de devenir adulte. Je pense que nous avons les outils technologiques nécessaires pour faire d'Internet une zone perpétuelle de non-droit et d'insécurité[4].

Construire une autonomie technologique, cela veut dire développer nos connaissances et les partager, cela implique de récupérer les immenses ressources informatiques gaspillées pour que l'utilisation du potentiel des ordinateurs en termes de communications et de réalisation n'implique plus une dépendance envers les marchandEs. Cela veut dire assurer, construire et maintenir nos propres voies d'accès à Internet pour ne plus dépendre des fournisseurs d'accès, cela veut dire participer à la dynamique du logiciel libre pour construire nous-mêmes les outils nécessaires au fonctionnement de nos machines. Cela veut dire fournir nos propres contenus, communiser nos ressources, travailler à la production de notre énergie, et mille autres choses encore. Cela veut tout simplement dire pouvoir utiliser la technologie sans s'y sentir en territoire ennemi.

Je ne sais pas vraiment si la tâche est réalisable, mais je crois que nous n'avons pas beaucoup d'alternatives: soit arriver à construire cette autonomie, soit il va falloir accepter de voir la technologie rejoindre les rangs des outils d'oppression.



*djrom@altern.org, un soir d'été 2003
(avec l'aide de quelques amiEs pour les indispensables
relectures, corrections et ajouts)*

*faites ce que vous voulez de ce texte, pillez-le, diffusez-le,
oubliez-le ...*

***"The supermarket of ideas, like
any other supermarket, is fit
only for looting"***

- [1]: récemment, on a eu l'occasion de voir que nos gentilEs dirigeantEs étendaient assez largement la notion de "terroriste" à toutE activiste politique, à toute personne anormale, et à toute personne contrevenant aux nouvelles lois numériques type DMCA, EUCD et autres. le qualificatif de "terroriste" est donc devenu une arme permettant de tout se permettre face à une personne gênante, avec un rapport très lointain à la définition réelle du mot
- [2]: de toute façon, le/la travailleuse moderne est le plus souvent isoléE dans son travail, ce qui limite fortement les possibilités de lutte collective
- [3]: on peut peut-être s'étonner du parallèle assez direct que j'établis entre l'évolution des techniques marchandes et l'évolution des techniques répressives, mais il me semble assez évident que ces deux domaines techniques se nourrissent l'un l'autre, tant leurs exigences sont complémentaires et/ou se chevauchent même parfois
- [4]: on peut aussi s'étonner de me voir considérer comme une bonne chose "l'insécurité" sur le web. cela tient à une raison simple, je pense que souhaiter la sécurité sur le web est incompatible avec la volonté de ne pas en faire un outil de domination. le jour où le web sera totalement sécurisé, nous pouvons abandonner tout projet concernant la technologie, et rentrer de plein pied dans une société bigbrotherisée. le moyen le plus simple de s'en rendre compte est de regarder les débats actuels sur TCPA dans le monde de la sécurité. plein d'expertEs en sécurité trouvent TCPA plutôt utile, et ils ont raison. du point de vue de la sécurité, TCPA apporte énormément en intégrant des fonctions de crypto à la machine et en permettant d'avoir des zones de stockage de confiance dans la machine (la norme TCPA, librement consultable, est très claire sur le sujet). seulement, cet apport est incompatible avec le respect de certaines libertés (l'utilisation possible de TCPA pour faciliter le contrôle de l'information est évidente). le discours simple consistant à dire que TCPA n'est qu'un outil comme un autre, même si on peut l'utiliser à mauvais escient, peut conduire à accepter toutes ces violations au nom d'une sorte de "neutralité" technologique masquant les risques pour la vie privée. c'est pourquoi je pense qu'il faut assumer et expliciter cette volonté de ne pas tout sécuriser, de ne pas faire du web un coffre-fort.